



ENSEMBLE CONTRE LA CORRUPTION

E.C.C.

Port-au-Prince, le 13 avril 2020

CARDH
Centre d'Analyse et de Recherche en
Droits de l'Homme

CEDH
Centre œcuménique des Droits de
l'Homme

CE-JILAP
Commission Episcopale Nationale Justice
et Paix

CONHANE
Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques

CRESFED
Centre de Recherche et de Formation
Economique et Sociale pour le
Développement

PAJ
Programme Pour une Alternative de
Justice

RNDOH
Réseau National de Défense des Droits
Humains

SKL
Sant Karl Lévéque

Monsieur Jouthe JOSEPH
Premier Ministre
De la République d'Haïti
En ses Bureaux.-

LA PRIMATURE
RÉCEPTION DU COURRIER

13 AVR. 2020

Date

Exercice 2019 - 2020

Lettre ouverte

03953

Presse Nationale d'Haïti

Monsieur le Premier Ministre,

Ensemble Contre la Corruption (ECC) a l'avantage de partager avec vous ses nombreuses préoccupations relatives au contrat signé par l'Etat haïtien avec la firme Bowang Xu Xiao, par l'intermédiaire de la firme Preble-Rish Haiti S.A., selon les informations dont elle dispose.

En effet, suite à la circulation sur les réseaux, de rumeurs relatives à ce contrat, un article du quotidien *Le Nouvelliste* daté du 30 mars 2020, confirme que selon vos dires, le gouvernement que vous dirigez a placé une commande de *dix-huit million six-cent soixante-neuf mille cinq cents* (18.669.500) dollars américains, pour l'achat, en *Chine*, de matériels sanitaires et hospitaliers dont des gants médicaux, des blouses stérilisées, des analyseurs automatiques de biochimie, des respirateurs, des lits d'hôpitaux, des masques, etc. Vous avez par la suite corroboré ces informations dans plusieurs stations de radio de la Capitale.

Toujours selon les informations recueillies par ECC, ces mêmes matériels sont aussi l'objet de demandes adressées par différentes missions diplomatiques haïtiennes auprès des gouvernements étrangers.

C'est pourquoi, ECC s'est immédiatement penché sur la question. Les résultats des enquêtes menées par ECC confirment que celui-ci n'avait pas été soumis à l'appréciation de la *Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif* (CSC/CA). Il s'agit d'une violation des articles 2.2.4 et 5.12 respectivement de l'arrêté du 4 novembre 2006 (Moniteur spécial #10) et de la loi du 12 mars 2014 portant sur la prévention et la répression de la corruption.

9, Rue Rivière, Port-au-Prince, Haïti. Tél.: +509-3701-5654/ 3912-3292/3755-9591

E-mail.: ecc@gmail.com

Si en cas d'urgence due à des circonstances imprévisibles ou de force majeure, l'Etat peut utiliser les procédures de gré à gré, en engageant une entreprise sans appel à la concurrence de contrat, le marché ne peut toutefois être validé par la *Commission nationale de marchés publics* (CNMP) qu'après avis favorable de la *Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif* (CSC/CA) – Article 2.2.4 précité.

En outre, «Quiconque attribue, approuve, conclut ou exécute délibérément un marché public en violation de la réglementation relative à la passation des marchés publics est puni de la réclusion sans préjudice des sanctions prévues aux articles 91 à 94 de la loi fixant les règles générales relatives aux marchés publics et aux conventions de concession d'ouvrage de service public. » (Article 5.12 précité)

Mis à part le contrat proprement dit, ECC a pu constater que l'entreprise PREBLE-RISH HAITI S.A. sert d'intermédiaire pour la conclusion du contrat. Or, cette firme, enregistrée au ministère du commerce le 20 février 2013 et dotée d'une autorisation de fonctionnement datée du 26 avril 2013, est spécialisée dans la réalisation des travaux d'ingénierie civile.

Monsieur le Premier Ministre,

ECC croit qu'il n'est pas superflu de souligner à votre attention que ce contrat constitue la première opération de corruption dans laquelle est impliqué le gouvernement que vous dirigez et par conséquent, le premier test de votre volonté à ne pas engager les ressources de l'Etat dans des actes de corruption, notamment dans un contexte menaçant de propagation du Coronavirus en Haïti.

C'est pourquoi, *Ensemble Contre la Corruption* (ECC) estime de son devoir de solliciter auprès de vous des explications quant audit contrat, quant à sa ventilation et quant à l'existence de cette firme chinoise Bowang Xu Xiao ayant bénéficié de ce contrat, dans une logique de transparence.

Ensemble Contre la Corruption (ECC) vous transmet, ***Monsieur le Premier Ministre,*** l'expression de sa haute considération.

